

Journée de Lancement du 4^{ème} Forum Méditerranéen de l'eau (1^{er} Octobre, Marseille)

Transcription du discours de M. Fauchon

Bien chers amis, chers amis de l'eau, comme l'a dit Alain Meyssonier,
Merci à vous, merci au Président de la Région, à la région de nous accueillir pour cet événement.

Je voudrais avant d'ouvrir dire, que comme certains d'entre nous ici qui sont, qui ont été des petits frères et des petites sœurs de Hachmi Kennou, combien il nous manque. Combien ce mélange si particulier chez lui de compétences et professionnalisme en même temps qu'humour et affection était puissamment attachant.

Alors pourquoi cet événement ? Pourquoi cet événement préparatoire à un autre événement préparatoire ?

Eh bien parce que le Forum Méditerranéen de l'eau est important. Parce que la Méditerranée est le berceau de toutes les civilisations. La Méditerranée, c'est à la fois de l'eau douce et de l'eau salée. C'est à la fois un réceptacle et un laboratoire. C'est le réceptacle de toutes les erreurs accumulées par le genre humain. Et puis maintenant, c'est le laboratoire d'idées de pratiques nouvelles qui peut être nous sauveront du désastre.

Oui, la Méditerranée est le réceptacle des erreurs et méfaits. Et quelles en sont les conséquences ?

L'entassement urbain et littoral, les crises liées à la rareté de l'eau, des conflits ici et là, la malnutrition, la pauvreté et bien sûr, en aval, les pollutions dont on va dire un mot.

Et donc si on devait résumer, je dirais que la Méditerranée voit la terre en souffrance et la mer en maltraitance. Souffrance et maltraitance, on pourrait inverser les termes. Maltraitance sur la terre et souffrance en mer.

Alors que voudrions-nous demain tous ensemble, tous ici et tant d'autres pour la paix et le développement ?

Avoir une mer protégée et des terres abreuviées. Nous avons besoin à l'avenir d'avoir ce lien entre les deux. La protection et la capacité à apporter le développement.

La terre a soif et paradoxalement, dans une terre qui est gorgée d'eau. Car avant le climat dont on a souligné l'importance et qu'il ne s'agit pas de diminuer, nous sommes aujourd'hui en Méditerranée confrontés, comme dans d'autres régions du monde, à la pression et à la croissance démographique.

Il y a à minima un demi-milliard de personnes au bord de la Méditerranée et cela provoque cette concentration urbaine et littorale dont nous souffrons parfois. L'urbain consomme plus que le rural. Le tourisme consomme plus que les résidents et en aval bien sûr de ces concentrations, l'évolution énorme souvent effrayante des effluents que nous tardons à traiter. Alors sur la terre de Méditerranée, évidemment, la demande en eau croît plus vite que l'offre et le nous savons depuis des années.

Et le climat vient derrière.

Le climat sera ce que le roi du Maroc, Mohammed VI disait, le climat sera « l'ultime injustice, qui frappe les plus vulnérables ».

Mais, le climat ne doit pas être le bouc émissaire de toutes les erreurs de l'homme, et Dieu sait que nous en avons commises, et que nous continuons à en commettre.

L'eau douce fait depuis des décennies l'objet d'un pillage alors que nous la voudrions en partage plutôt que pillage. A quoi servirait un partage durable s'il n'était pas équitable entre les états, entre les bassins et les populations ?

C'est toute la question, j'y reviendrai un peu plus tard, du droit à l'eau et de son expression.

Alors comment faire pour éviter ce déséquilibre, cette injustice que je mentionnais à l'instant ?

Deux mots qui font partie de notre vocabulaire depuis quelques années : L'eau et la sécurité. La sécurité de la ressource bien sûr mais aussi la sécurité de l'usage de l'eau. Depuis quelques décennies, voire de manière plus artisanale depuis l'Antiquité, on sait transférer l'eau, on sait la pomper, malheureusement souvent de plus en plus dans les nappes fossiles, et puis la transférer sur des distances de plus en plus longues.

Nous n'atteignons pas en Méditerranée ce que font les Chinois à l'intérieur de leur pays, mais nous avons des exemples importants, cela rend service, cela résout des problèmes mais, ne nous leurrions pas. C'est agressif. C'est agressif envers la nature et ça n'est plus suffisant pour faire face aux nécessités de la Méditerranée de demain.

Entre temps, depuis quarante ans environ, nous avons commencé à dessaler en Méditerranée et dans le monde arabe. Il y aujourd'hui vingt mille unités de dessalement en service dans le monde, ce qui signifie que le dessalement n'est pas réservé à quelques-uns, comme il l'a été notamment aux peuples plus riches. Il y en a environ 10% en Méditerranée et notamment parmi les grosses unités de dessalement.

Le dessalement a quelques inconvénients, mais aujourd'hui, on boit l'eau d'une qualité assez remarquable à la sortie d'unité de dessalement quand on la mélange à l'eau douce, comme on le fait à Barcelone par exemple, ou dans d'autres endroits du monde. Pourtant le dessalement est encore énergivore. Il consomme trop d'énergie, c'est ce qui le rend encore en partie coûteux, même si les coûts du dessalement se sont effondrés.

Il y a 30 ans, il était à dix dollars le mètre cube. Aujourd'hui on a pratiquement toujours en dessous d'un dollar le mètre cube mais cela reste toujours un peu cher. Et puis surtout, quand on sépare l'eau du sel, on reste, si j'ose dire, avec le sel sur les bras.

Et cela pose des problèmes dans les régions peu profondes. On en a un exemple un peu plus loin que la Méditerranée, dans le Golfe Persique, où chacun sait que l'eau est peu profonde et où le dessalement à outrance a entraîné des bouleversements pour la faune et la flore qui sont très conséquents pour la biodiversité.

La révolution du moment et sans doute la révolution des 30-40 prochaines années, c'est la réutilisation des eaux usées, les "reuse water".

C'est la solution parce que nous avons là un gisement colossal pour disposer d'eau douce en restant dans le petit cycle de l'eau, sans aller dans le grand cycle.

Et pourquoi est-ce que cela va se généraliser ? Par un effet mécanique tout simple, parce qu'au fur et à mesure nous traitons pas à pas les effluents, les stations d'épurations se multiplient, elles sont pour la plupart sur la rive Nord. Elles utilisent souvent des énergies renouvelables, et au fur et à mesure que nous traitons les effluents de mieux en mieux, nous disposons de quantités d'eau extrêmement importantes qui sont réinjectées dans le circuit, et ainsi de suite.

Et donc nous avons encore des progrès à faire sur des technologies de la réutilisation. Il y a en effet un problème dans un certain nombre de pays qui est encore majeur, du fait que la réglementation administrative et législative ne permet pas forcément de boire l'eau qui sort des stations épurations.

Peu à peu les choses se feront, mais déjà dans l'agriculture et dans l'industrie on peut utiliser ce gisement. Il y en a un autre sur lequel beaucoup de progrès sont à faire, qui est celui de la recharge des eaux souterraines. La réalimentation des eaux souterraines est là aussi, dans un certain nombre de pays notamment méditerranéens ou de la péninsule arabe qui connaissent une très grande rareté de l'eau.

On peut envisager maintenant des recharges extrêmement importantes sur des volumes considérables qu'on n'a pas connu jusqu'à présent.

Il faut innover, il faut faire une plus grande place à l'innovation. Cela demande des capacités de recherche, de travail pour lesquelles il faut s'associer. La connaissance et l'innovation doivent être partagées et pas quémandées, Et pas non plus octroyées d'une manière un peu hautaine, comme on l'a trop vu depuis des décennies entre le Nord et le Sud.

Je me disais la semaine dernière, nous étions quelques-uns à Dubaï pour ce Conseil des ministres arabes, que, finalement, avec une certaine modestie, une certaine humilité, nombre de pays du Golfe sont infiniment plus en avance technologiquement que les pays du nord, que les États-Unis, que la France, que l'Allemagne et d'autres pays.

Il faut des capacités financières pour permettre d'accroître cette innovation, il faut faire confiance à nos jeunes pousses, à nos centres de recherches et leurs donner les moyens et donc il faut des financements qui soient mieux adaptés.

Et puis la question a été évoquée par mon ami de l'Union pour la Méditerranée : il faut une gouvernance revue, repensée, qui soit acceptée, qui soit dialoguée et pas imposé du haut vers le bas.

Tous cela ; la connaissance, la finance et la gouvernance sont les 3 piliers basiques de la solidité de la Maison de l'Eau.

C'est pour ça qu'Alain Meyssonier y a fait référence. Nous avons demandé à l'Institut Méditerranéen de travailler en vue de Dakar et ensuite sur la création d'un Observatoire puis d'un Centre pour les eaux non conventionnelles et les énergies renouvelables.

Je voulais les remercier tous à distance sans doute, Mr Khatim Kherraz, Mokhtar Bzioui et d'autres qui travaillent sur ce dossier qui est extrêmement important.

La capacité que nous aurons à Dakar de présenter des réponses précises, concrètes est importante. Les réponses vont au-delà des solutions chers amis Maltais. Pourquoi ? Quelles différences il y a entre les réponses et les solutions ?

Nous avons voulu que ce Forum de Malte soit le forum des réponses. Les solutions, c'est ce que les uns et les autres nous imaginons, nous mettons au point dans nos centres de recherches, dans nos têtes paraît-il bien faites.

Mais aujourd'hui, quand nous circulons dans le monde et notamment dans le monde le plus pauvre, dans un certain nombre de région d'Afrique, quelle est la situation ? En quoi a-t-elle changé ?

Nous avons affaire à des populations qui sont beaucoup plus informées qu'avant. Tout le monde a accès à internet à peu près aujourd'hui ; tout le monde a accès aux milliers de chaînes de télévision, de radio, à toute l'information.

Et donc ces gens qui n'ont pas accès à l'eau, qui n'ont pas accès à l'assainissement, qu'est-ce qu'ils nous disent quand on va vers eux au fond du Mali, vers les frontières du Tchad et du Soudan ?

Ils nous disent « nous savons que vous avez des solutions, parce que nous les voyons sur les écrans, mais nous ne les avons pas sur le terrain ». Et les avoir sur le terrain, c'est apporter des réponses à l'accès à l'eau pour pallier la souffrance de ceux qui n'ont pas à la fois ce droit et cette possibilité.

Alors certes il faut produire plus, produire « plus d'eau » pour faire face à la croissance mais il faut consommer moins. Il faut consommer moins par habitant, par communauté. Peut-être pas pour ceux qui n'en ont pas évidemment, mais pour les autres dont nous faisons partie.

Il faut d'abord utiliser les techniques, les technologies. Celles que la révolution digitale nous apporte : la supervision, la télécommande ou les objets connectés et tant d'autres innovations. Elles se mettent en œuvre progressivement et permettent de mieux gérer les réseaux, les stations...

Mais il y a une autre évolution importante à faire, c'est celle des comportements. Et celle des comportements prendra plus de temps mais elle apportera beaucoup plus de valeur. Pour ça il faut le faire avec humilité en s'appuyant sur notre jeunesse, car les jeunes ont souvent plus rapidement que les plus anciens la perception des nécessités du monde de demain.

Modifier les comportements pour l'usage domestique de l'eau. Modifier les comportements pour l'usage de l'eau agricole. À cet égard, je voudrais dire que le Conseil mondial de l'eau regarde avec beaucoup d'intérêt une très grande expérience menée en Egypte depuis maintenant 2 à 3 ans avec un programme financier extrêmement important d'une centaine de milliers de dollars, pour accompagner les paysans égyptiens pour consommer moins d'eau. Cela ne concerne pas que l'Egypte, mais je voudrais dire comment nous avons été impressionnés par cette expérience, qui va au fond des comportements.

Et puis entre le produire plus et le consommer moins, il y a un sujet que l'on qualifie de sensible à juste titre. C'est celui de la conservation de l'eau, du stockage de l'eau car force est de constater aujourd'hui qu'en Méditerranée notamment, mais pas seulement, nous sommes en panne de capacité de conservation de l'eau d'une saison à l'autre, d'une année à l'autre.

Ici nous avons de la chance de bénéficier de la capacité de réserve de plusieurs barrages aménagés dans les années 50-60 à des fins d'abord hydroélectriques.

Le Maroc a mené une politique extrêmement dynamique dans ce domaine. Le précédent souverain marocain disait "plus une goutte d'eau à la mer". Ce qui voulait dire, « sachons ne pas en perdre ». Alors, barrer une vallée c'est très agressif, le temps des barrages se termine. Il faudra savoir dans l'avenir à la fois conserver et en même temps protéger, restaurer la biodiversité quand elle a souffert et faire renaître les écosystèmes.

Cela pose le sujet que nous avons traité il y a moins d'une quinzaine de jours à l'occasion du congrès de l'IUCN à Marseille, congrès mondial de la nature.

La nature est un sujet que nous nous évoquons depuis longtemps, mais nous n'étions pas très entendus. C'est la question du partage entre l'eau pour l'Homme et l'eau pour la Nature. Depuis des décennies et plusieurs siècles, tous nos efforts sont faits pour l'eau pour l'Homme, l'eau pour le développement industriel, agricole, domestique.

Et nous avons négligé la nature, nous l'avons appauvrie et donc se pose aujourd'hui la question du droit à l'eau pour la nature et pas seulement pour l'Homme.

Et c'est un sujet sur lequel il faudra travailler. Si je fais allusion au Coran, qui lui parle de l'eau comme source de vie c'est que la nature doit être reconnue comme source de vie.

Cela demande des efforts, Il va falloir partager là encore. Mais c'est la nature qui produit l'eau, qui protège l'eau, qui nous donne l'eau et nous devons y veiller, veiller à la conservation de la nature à travers les rivières nourricières.

Nous allons travailler à un nouveau type de de ressource aquatique, de réserve aquatique, qui doit à la fois permette à l'Homme de disposer, de préserver mais en même à la nature de pouvoir assumer son rôle.

Ce nouveau travail sur la conservation de l'eau ne doit pas se faire dans la confrontation, la tension. Il ne doit pas se faire dans la dispute, il doit se faire au contraire, dans le dialogue, dans l'écoute, dans la convivialité. C'est une manière importante d'éviter le gaspillage de la ressource en eau dans le futur.

En même temps nous savons, nous voyons bien que la création de ces réserves crée des tensions parfois violentes.

Je vais juste citer, parce que le Conseil mondial de l'eau y travaille avec les différents gouvernements, le sujet du barrage Renaissance, barrage construit en Ethiopie à la frontière soudanaise, et qui crée aujourd'hui les tensions extrêmes entre l'Égypte, le Soudan, l'Ethiopie. Mais pas seulement, les pays en amont aussi en souffrent.

Il y a maintenant presque 120 millions d'habitants en Ethiopie. Il y a 60 millions d'habitants en Ouganda et il est évident que les accords très anciens entre le Soudan et l'Egypte qui prenaient 90% des ressources en eau du Nil n'est plus d'actualité. Il faut penser à l'ensemble du bassin.

Donc ça amène à deux sujets sur lesquels je ne m'étendrai pas mais que je veux citer : L'importance de la gestion des bassins transfrontaliers. Je ne sais pas si tout le monde en a conscience, la moitié de la population mondiale, vit dans des bassins transfrontaliers. Et c'est un sujet qu'on ne peut pas laisser sur le côté.

Et donc il faut faire place à une notion relativement nouvelle depuis quelques années que nous appelons l'hydro diplomatie, qui consiste à traiter de manière spécifique, sans doute d'une manière assez discrète, les questions de tension liées à ces bassins comme on peut le voir pour le Mékong, le Tigre, l'Euphrate et même au sud de la Californie le long de la frontière mexicaine.

Tout cela nécessitera de faire une place plus importante non seulement aux gouvernements, aux Etats mais aussi aux parlements, qui doivent légiférer et dont nous devons nous rapprocher, c'est pour cela qu'au Forum de Dakar il y aura des mini forums.

Il y aura un forum mini forum ministériel, parlementaire, pour la première fois un mini forum de bassin et bien sûr, un mini forum des autorités locales.

Tout cela, je voulais le dire.

C'est important, sans opposer comme on le fait trop souvent les villes et les campagnes, l'urbain et le rural, nous avons besoin de travailler tous ensemble.

L'eau n'est pas produite dans les villes. L'eau n'est pas conservée dans les villes. Elle l'est dans le milieu rural et il serait temps de parler de « Smart rural areas » et pas seulement de « Smart cities » comme on le fait encore trop souvent.

Quelques mots enfin sans doute moins informés, sur la mer, la mer Méditerranée.

La situation, évidemment n'est pas brillante.

La Méditerranée est encombrée, elle est polluée et en même temps elle est enviée. Elle subit un tourisme anarchique.

Il faudra quand même s'interroger un jour pour savoir pourquoi quand nous sommes touristes nous consommons cinq fois plus d'eau que lorsque nous sommes résidents.

Nous savons aussi tous ici qu'il y a une navigation anarchique, il y a des extractions de gaz et de pétrole de plus en plus importantes, il y a des effluents qui ne sont pas encore contrôlés.

Et puis je veux juste m'arrêter sur un point :

Il y a le sujet des plastiques qui doit être pris très en amont. Il y aura bientôt plus de plastique que de poissons dans la mer Méditerranée.

La Méditerranée est une victime de la société du jetable et, je suis très admiratif notamment de jeunes ici à Marseille ou dans la région, qui passent leurs week-ends à aller nettoyer les plages et les premiers mètres de la mer. Mais on ne peut pas continuer à nettoyer la mer et l'océan.

Pourquoi ? Parce que la solution n'est pas dans la mer elle est sur la terre ferme.

La quasi-totalité de la pollution qui va dans notre Méditerranée vient de la terre.

Avez-vous à présent à l'esprit que 60% de la composition des vêtements d'aujourd'hui est composé de plastique ? Et tout cela se retrouve dans la mer.

Alors l'eau vous le voyez bien, l'eau c'est politique. *Water is politics* et nécessite pour l'eau douce et l'eau salée un même combat, pour que nous ne fassions pas de la Méditerranée une nouvelle mer Morte.

Alors nous pensons, et j'en terminerai par-là, nous pensons que le temps est venu d'un Traité pour la Méditerranée.

Un traité entre tous les pays de la Méditerranée, supervisé par un certain nombre d'organisations internationales.

Un Traité où les pays s'engageront clairement, fortement, sur la protection de la ressource d'abord, sur le développement des ressources renouvelables et non conventionnelle en deuxième lieu, pour un engagement clair sur l'économie circulaire et l'interdiction totale des plastiques au bord de la Méditerranée.

Mais commençons par des dispositions concrètes sur la protection de la biodiversité et des ressources halieutiques.

Pour une navigation encadrée où chacun ne fasse pas ce qu'il veut en créant des couloirs de circulation dans lesquels les pollutions et les dégazages sont trop importants. Enfin une limitation dans le temps des extractions de gaz et de pétrole.

Ce traité est indispensable à l'avenir de la Méditerranée. Vous allez dire, il faudra du temps, beaucoup. Bien sûr, il faudra du temps, 20 ans, 30 ans, peut-être. Mais qu'est-ce que c'est dans l'histoire de la Méditerranée ?

Engageons les générations futures à combattre pour que l'ensemble des pays s'accordent sur un certain nombre de décisions et de comportements.

Voilà pourquoi nous travaillons.

Voilà pourquoi je voudrais remercier l'IME, Alain Meyssonier et toute son équipe pour le travail très important qu'ils font pour préparer le Forum de Malte et au-delà pour porter ces réponses dont j'ai parlé.

Tout cela, c'est l'affirmation du droit à l'eau. Nous ne devons pas perdre de vue ce fil conducteur, l'affirmation du droit à l'eau douce et à l'eau salée.

Pourquoi ? Pour rendre la dignité à ces milliards de personnes travers le monde qui n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement.

Et donc je vous demande de nous accompagner sur la route de Malte et de Dakar pour permettre justement de faire de l'eau un moment essentiel pour la priorité de l'Homme.

Merci beaucoup.